Publication de la 

société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX

DES PEUPLES DE L'EUROPE ORIENTALE,

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . .	10 c.	**Pour la province et l'étranger :**	
Pour Paris :			
Trois mois.	1 fr. 25	Trois mois.	2 fr. 50 c.
Six mois.	2 50	Six mois.	5
Un an.	5 »	Un an.	10

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.
N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

3e Année.— Numéro 12. — 24 Mars 1850.

La Poznanie et les patriotes allemands.

Appréciation d'une adresse du député Cieszkovski a la première chambre prussienne.

L'état actuel de la Poznanie offre un exemple frappant de l'ordre légal et constitutionnel, tel qu'il est entendu à cette heure par toute l'Allemagne vis-à-vis des populations slaves. La ferme attitude et l'admirable accord de toute la population polonaise du grand duché de Pozen, deviennent chaque jour plus inquiétantes pour le cabinet prussien. Ce cabinet commence à s'apercevoir que la germanisation des Polonais est un fait impossible. On pourra les exterminer, mais on ne les germanisera pas. Dans la rage que cettec on viction éveille chez les prétendus patriotes de la Prusse, il n'y a pas de violences barbares auxquelles il ne soient prêts à se porter.

Les démocrates eux-mêmes ne voient de chances de triomphe pour leur *grande Allemagne*, que dans un étouffement de plus en plus complet de la vie polonaise. On sait déjà comment les députés poznaniens se sont vengés à Berlin de ces pharisiens de la démocratie. Au moment où la royauté relevée par leur déloyal égoïsme, vint à la chambre leur jeter un nouveau défi, en déclarant éventuellement la constitution abolie, pour le cas où on lui refuserait une pairie héréditaire, à ce moment suprême pour la démocratie allemande, les représentants polonais, convaincus que les libéraux d'Allemagne étaient tout aussi contraires à leur nationalité que les réactionnaires eux mêmes, s'abstinrent unanimement de voter. Cette abstention permit aux champions de la royauté de gagner le nombre de voix strictement nécessaire, pour constituer à leur idée une faible majorité. Si les députés polonais avaient voté, la question d'une chambre des pairs prussienne eût été résolue négativement, et tout se fût trouvé remis en question à Berlin. C'est ainsi que, même opprimés, les Polonais peuvent encore par leur seul silence se venger avec éclat de leurs oppresseurs. C'est ainsi qu'ils prouvent que l'émancipation de la Pologne est la base nécessaire de l'émancipation de l'Allemagne, et par contre-coup de celle d· l'Europe tout entière.

Une fois la constitution prussienne jurée par le roi, et l'assemblée constituante transformée en législative, les députés polonais, jugeant leur mandat expiré, donnèrent en masse leur démission. Alors, le parlement et le cabinet de Berlin changèrent soudain de tactique. C'était au nom du droit commun, au nom d'une législation unique, qu'on avait prétendu incorporer la Poznanie à la Prussse. Mais depuis qu'on a vu avec quel concert et quelle intelligence les Polonais savent user de leurs droits nouveaux, on s'est décidé à les mettre hors de cette loi commune, au nom de laquelle on venait de les incorporer. On a suspendu pour la Poznanie l'effet des statuts d'organisation provinciale et départementale, qui assurent à chaque district de la Prusse son *self-governement*. Voilà ce qu'on a fait au milieu de la paix la plus profonde, en dépit de la constitution, qui établit qu'on n'aura recours à ces moyens extrêmes que dans le cas d'*émeutes* ou de *guerre civile*.

Une pareille violation du pacte constitutionnel de la part d'un gouvernement environné d'ennemis, est, comme diraient les diplomates, *plus qu'un crime, c'est une faute politique*.—Ne pouvant plus remonter à la tribune, les ex-députés poznaniens n'avaient pour protester contre cet attentat que la voix de pétition et d'adresse. L'un des plus influents d'entre eux, M. Auguste Cieszkovski, s'est chargé,

au nom de ses collègues, d'adresser, le 23 février dernier, à la première chambre législative de Prusse une protestation ainsi conçue :

« Le grand duché de Pozen vient d'être jeté par une conclusion inattendue de la deuxième chambre, dans une situation qui non seulement lui enlève tous les droits nationaux garantis par les lettres patentes et les traités les plus solennels ; mais qui de plus lui retire, sans aucune raison plausible, le seul terrain légal qui lui fût resté, en suspendant l'action locale des représentations de cercle et de province. C'est cette majorité à peine éclose de la deuxième chambre, qui n'a pas craint de prendre sur elle la lourde responsabilité d'une conclusion aussi inqualifiable que l'est celle-ci : conclusion par laquelle le grand duché est déclaré inapte à s'administrer lui-même, et assimilé à *une colonie* sans aucun droit vis-à-vis de sa métropole.

» La deuxième chambre a laissé voir par là avec évidence que cette fameuse incorporation du grand duché dans la monarchie prussienne, aussi bien que l'admission tant vantée de notre pays à l'égalité de droits vis-à-vis des autres provinces de la Prusse, n'est prise au sérieux qu'autant qu'on en a besoin pour nous enlever le terrain légal que les traités nous reconnaissaient; tandis qu'on passe très légèrement à l'ordre du jour sur cette même égalité, aussitôt qu'il s'agit d'en faire une application consciencieuse... En un mot on prétend retirer de l'acte d'incorporation tous les avantages possibles contre nous, sans nous permettre en retour la jouissance des droits qu'on déclare nous être communs avec le reste de la Prusse.

» C'est contre une si criante violation de nos lois par la deuxième chambre, que nous venons protester devant la première, avec l'espoir de la trouver moins partiale. La première chambre de Prusse, qui s'est déjà montrée plus d'une fois supérieure aux passions du jour, ne voudra certainement pas à son heure suprême emporter avec elle au tombeau les derniers restes de notre foi dans la tardive justice du parlement prussien. La haute chambre opposera son *veto* à des mesures, qui pour le grand duché ne sont rien moins que l'application criante de l'état de siége au milieu de la plus profonde paix...

» Sans doute la haute chambre souffrira d'autant moins une si cruelle atteinte à l'existence paisible du peuple polonais, qu'elle sait que la constitution tout récemment jurée garantit de la manière la plus formelle l'autonomie administrative à toutes les communes de la monarchie. Elle n'ignore pas non plus que les franchises municipales forment précisément la base la plus caractéristique de toutes les sociétés slaves. Sous ce rapport depuis les institutions primitives de la Pologne jusqu'à celles même des Russes actuels, et surtout des Iugo-Slaves, notre race offre à l'Europe des modèles admirables et dignes d'être imités par les états même les plus avancés en civilisation. Une mutilation de cette partie de notre existence n'est donc pas seulement une attaque à la constitution écrite; c'est encore une atteinte douloureuse à nos mœurs, à notre droit naturel, à tout ce qui nous est le plus cher et le plus intime.

« La première chambre ne laissera pas abolir pour notre grand duché tout un chapitre (le 9e) de la constitution. Elle se souviendra que cette même charte a très clairement statué le cas d'émeute ou de guerre, comme le seul qui autorise à suspendre l'exercice de certains droits. Encore parmi ces droits que l'émeute peut faire suspendre, ne sont pas compris ceux qui concernent les représentations provinciales. Comment donc osera-t-on les interdire, non-seulement en l'absence de toute émeute, mais encore au sein d'une paix profonde?..... Un tel fait ne montre-t-il pas clair comme le jour l'intention de soumettre le grand duché au régime colonial le plus arbitraire? Il est frappant qu'une telle prétention en Prusse tombe juste au moment où le premier ministre de la Grande-Bretagne présente au parlement de son pays un bill, en vertu duquel toutes les colonies, même transatlantiques, jouiront enfin des bienfaits du *self-governement*. Celui qui n'a qu'une connaissance même superficielle de l'état ancien de ces colonies, peut apprécier à sa juste valeur la conclusion et les tendances de la deuxième chambre à notre égard.

« Ne se trouvera-t-il pas un cœur prussien résolu d'appliquer à sa patrie dans ses rapports avec la Pologne les récentes paroles de lord John Russell : laissons autant que possible les colonies s'administrer elles-mêmes. Laissons-les grandir en bien-être et en force. Alors quoiqu'il en résulte, nous aurons la satisfaction de pouvoir dire : Nous avons contribué pour notre part au bonheur du genre humain. — Le parlement de Berlin n'a-t-il aucun désir de rivaliser sous ce rapport avec celui d'Angleterre? »

Telle est l'adresse rédigée, au nom de ses collègues, par M. Cieszkovski. Or croira-t-on que ces demandes d'une modération si extrême, n'ont été accueillies dans toute la Prusse que par un profond silence? Après cela qui oserait soutenir que l'Allemsgne ne doit pas avoir son châtiment? Aussi l'ère des expiations a déjà commencé pour elle. Il lui sera fait ce qu'elle a fait aux autres. Elle sera démembrée et opprimée, comme elle a démembré et opprimé ses voisins.

De l'impossibilité d'une alliance sérieuse
ENTRE LA PRUSSE, L'AUTRICHE ET LA RUSSIE.

Les trois grandes puissances qui se sont partagé la Pologne, peuvent bien se coaliser un moment contre la révolution, ou contre des dangers communs. Mais ces dangers passés, on voit reparaître dans toute leur énergie les incompatibilités qui les séparent. Aussi aperçoit-on de plus en plus clairement les symtômes d'une lutte prochaine, d'une lutte inévitable entre une ou deux de ces grandes puissances contre la troisième, depuis surtout que les traités évanouis de 1815 ne maintiennent plus entre les États un sage équilibre.

La gazette de Silésie et après elle plusieurs journaux polonais employent de longs articles à constater les progrès de cette rivalité, suivant eux libératrice. Ils prouvent que le développement du commerce et de l'industrie intérieure au sein de ces trois puissances mal assises, et sans débouchés proportionnés à leurs forces, amènera nécessairement entre elles des chocs terribles et désespérés. L'exportation du superflu de ses produits, et une importation avantageuse des produits étrangers, forment la condition fondamentale de l'existence de tout état. Or, cette condition manque essentiellement à l'Autriche et à la Prusse, dans leurs rapports vis-à-vis de la Russie. Ce dernier empire s'approprie de plus en plus les deux seuls canaux de communication qui pouvaient mettre le corps germanique en communication directe avec l'Orient. L'un d'eux, la Turquie, a dû renoncer à de grandes possessions, et même quelquefois à son indépendance, aujourd'hui plus menacée que jamais. L'autre, la Pologne, n'existe déjà plus que comme nation démembrée.

La Prusse a remplacé l'état polonais dans son rôle de boulevard européen contre la Russie. Mais les rivières polonaises du Niémen, du Pregel et de la Vistule, de même

qu'une partie de la Varta sont aux mains des Russes. En outre la Pologne n'avait aucune loi de douane. Ainsi le commerce se faisait chez elle et autour d'elle avec le cours des rivières, et à l'aide de flottages qui transportaient le froment de ses plaines fécondes et le bois des forêts Litvaniennes jusqu'aux ports prussiens de la Baltique, où ils s'échangeaient contre des étoffes allemandes, et des marchandises d'Europe. A présent, en dépit des stipulations de 1815, les lois douanières de la Russie entravent tout le commerce extérieur. Le système russe interdit non-seulement l'échange, mais même le transit, à l'industrie étrangère. Si la Russie avait adopté cette mesure pour des causes d'économie nationale, on pourrait espérer un changement à l'avenir. Mais loin de là, cette défense est l'effet d'une politique intérieure, la suite inévitable du système conquérant. Composée de pays spécialement russes, auxquels sont adjoints des pays conquis, parlant une langue étrangère, la puissance russe tend naturellement à élever les provinces de sa race au plus haut point possible de prospérité, afin de forcer par là les vaincus à se fondre progressivement dans la race dominante, pour s'en approprier les priviléges.

Le système russe, malgré son atrocité, est parfaitement logique. Puisqu'il n'y a que l'industrie qui puisse faire fleurir les nations, le cabinet russe concentre toute l'industrie de son empire dans les provinces strictement moscovites. En outre, se sentant trop faible pour pouvoir faire concurrence à l'industrie du dehors, il clot hermétiquement ses frontières. Et cette clôture est telle que les pays même sous le sceptre du tsar, comme le royaume de Pologne, ne peuvent envoyer les produits de leurs manufactures au cœur de l'empire. La Moscovie, au contraire, a le droit d'inonder de ses draps grossiers les marchés de Varsovie. La même politique fait à plus forte raison interdire l'entrée de la Russie aux marchandises d'Allemagne. Voilà pourquoi la Prusse se trouve frustrée de tous ses débouchés naturels du côté du nord et de l'orient. Elle ne peut y glisser ses produits que par la voie d'une contrebande dispendieuse.

Cet état de choses ne cessera pour la Prusse que de deux manières : ou par le rétablissement d'une Pologne indépendante, ou par la conquête à ses propres risques de toutes les provinces polonaises du nord soumises à l'autocrate. D'une manière ou de l'autre, la Prusse est donc l'ennemie irréconciliable de la Russie. « Pour jouir d'une existence tranquille et garantie, dit la *Gazette de Silésie*, la Prusse a besoin de Varsovie. En retour, ce n'est que par l'occupation de Berlin que la Russie peut s'assurer ses provinces de l'ouest.» Voilà où en sont les deux *cabinets alliés* de la Baltique.

Peut-on dire que l'Autriche et son industrie ont vis-à-vis de la Russie et du commerce russe une situation plus heureuse? L'Adriatique étant en majorité italienne, et dominée d'ailleurs par Corfou et par la flotte anglaise, le commerce autrichien a forcément pour artère vitale le Danube et la mer Noire. C'est par le Danube que l'Allemagne entière peut arriver en Turquie, en Arménie, en Asie mineure et jusqu'au cœur de la Perse. Vers ce fleuve convergent, toutes les routes commerciales de la Bohême, de la Galicie et de la Silésie elle-même, qui, depuis la fermeture des frontières russes, n'a plus d'autre débouché que les Karpathes galiciens et leurs vallées orientales. Il est donc d'un intérêt majeur pour l'Autriche comme pour la Prusse, que les embouchures du Danube, non moins que la mer Noire tout entière, restent libres et ouvertes. Or, qui ne sait que ce chemin commercial est précisément celui que les Russes ont le plus à cœur d'interdire aux autres nations? De formidables batteries de canons russes gardent les embouchures du grand fleuve de l'Autriche. La flotte de Sébastopol croise sur toute la mer Noire; elle barre au commerce autrichien les routes de l'Arménie et de la Perse, et vise partout à le supplanter. C'est donc aux rives du Danube, du Bug et du Dniestre que l'Autriche et la Russie se sentent ennemies mortelles. Le Bug et le Dniestre ont leurs sources en Galicie sous la main de l'Autriche. La Russie aspire à s'approprier le haut de ces fleuves si importants pour elle. Mais elle n'en pèse pas moins fortement sur le bas Danube, qu'elle cherche à ensabler de plus en plus, pour en rendre la navigation impossible à ses rivaux. — Voilà sur quelles bases solides repose la fameuse alliance prusso-austro-moscovite.

VARIÉTÉ.

LES EXPÉRIENCES D'UN BARBARE DE LA GRANDE ILLYRIE DANS LE PAYS DE LA CIVILISATION.

(Extrait de la *Süd-Slawische zeitung*.)

Le pays de la civilisation par excellence est, comme chacun sait, l'Allemagne. Donc, à la veille de toutes les révolutions que l'année 1848 vit éclore, un barbare illyrien, un pauvre slave du midi, quittait sa hutte danubienne pour se rendre en Allemagne. Nouvel Anacharsis, il partait avide d'éclairer enfin sa naïve ignorance et celle de ses frères de race, en allant contempler de ses yeux les merveilleuses splendeurs de la civilisation teutone. Après un assez court voyage il arrive dans la capitale de la Chine européenne, à *Deutsch-Peking*, le Peking germanique : nouvelle Babylone, pleine de tours orgueilleuses, de bonzes immobiles qui exhalent, en fumant, les nuages aériens de leur philosophie transcendentale; ville aux mille rues tortueuses et sombres, où siégent des mandarins au langage magnifique, au costume pyramidal, fils aînés du dr. gon de la science, et de plus espions dociles du gouvernement paternel. Aussi le peuple, à Peking, est-il conservateur à un degré incroyable. Il a tant de motifs de l'être. Alors, Peking ne connaissait pas encore la liberté de la presse : l'*Allgemeine zeitung* s'imprimait encore à Augsbourg, et tous les journaux étaient ministériels. Alors il n'y avait point de parlement, point de députés, point de ministres responsables. En un mot, c'était avant les journées de mars, c'était l'âge d'or pour le Peking allemand. Mais les damnés Français ont su mettre fin à ces mœurs idylliques.

Combien les hommes étaient heureux naguère encore dans l'empire du milieu! ils allaient régulièrement à l'église tous dimanches, et tous les jours au théâtre, à l'*Elisium* ou au *Sperl*. Ils étaient pleins de respect pour la police, pleins de mépris pour les émeutiers. Les plus intempérants étanchaient leur soif de lecture avec les livres défendus de Schuselka. Les autres, pour ne pas oublier tout à fait la science des lettres, se contentaient de lire la *Kaiserliche Kœnigliche privilegirte pekinger zeitung;* ils n'y ajoutaient aucun malin commentaire. Enfin ils vivaient dans un état normal; et leurs mœurs politiques avaient encore toute la primitive innocence. Ce sont les diables de Français qui sont venus enlever à cette société de bienheureux sa pure virginité. Ces impies, ces athées de Parisiens sont cause de tous les fléaux qui ont fondu depuis lors sur l'infidèle Peking germanique.

Il y avait dans ce temps à la tête de tous les mandarins de l'empire du milieu, un grand et puissant chef, que tous les Pekini détestaient, mais dont ils avaient une peur effroyable. Quoique allemand, cet homme avait une terrible énergie. Méprisant ses germains plus que tout autre peuple, il calculait très-sagement que l'esprit teutonique ne se trouve jamais mieux que sous les verroux. Il avait en conséquence élevé une haute muraille de douanes tout autour du céleste empire; il faisait boire au peuple beaucoup d'eau pure; et par la voix savante de ses bonzes et de ses brahmanes, il promettait de l'énivrer plus tard d'une intarissable ambroisie. Il en fut ainsi pendant longtemps : les bons Chinois, pour payer l'impôt, se laissaient enlever le manteau de leurs épaules et jusqu'aux chaussures de leurs pieds. Mais enfin, le grand chef voulut avoir jusqu'à leurs chemises; c'était trop. Les savants chinois, qui ont étudié une à une toutes les feuilles de l'arbre de la science et qui, désireux avant tout de couvrir leur nudité, craignaient de se trouver enfin sans culottes, commencèrent à devenir récalcitrants. Puis, à la nouvelle que les Français venaient de s'émanciper, ils chassèrent, eux aussi, leur chef par de là les montagnes.

Tout cela était mal, très-mal : mais la jeunesse de Peking se sentait fière de son triomphe. Toutefois elle n'y a rien gagné, si ce n'est qu'à la place de son mandarin suprême, elle possède maintenant un chef transcendental, qu'on appelle l'*état de siége*. Du reste, l'invention de ce nouveau et métaphysique personnage n'est pas due aux sages brahmanes de Peking; c'est encore à ces maudits Français qu'on en est redevable; et depuis son apparition, la loi de l'état de siége n'a pas cessé un seul jour de se promener, comme le Juif-Errant, d'une ville à l'autre, dans l'empire du milieu.

Peking n'avait encore aucune idée de toutes ces nouveautés, quand notre barbare d'Illyrie arriva dans ses murs. Il ne sut pendant longtemps faire autre chose que d'admirer la belle discipline de ses habitants. Un jour pourtant il arriva, qu'invité à une superbe *frolik* (soirée de mandarin), le barbare y fit une singulière connaissance. Il se trouvait là des savants de toutes les contrées et de toutes les opinions; et ils se répandaient en éloges infinis sur le nouvel empire du milieu que le plus habile des rois avait établi, et réussissait à maintenir depuis dix-huit ans, sur les bords de la Seine. Parmi tous ces fils ailés du dragon, un seul ne partageait pas l'enthousiasme général : et se tournant, en désespoir de cause, vers le barbare de la Slavie, il se mit à l'endoctriner. Il n'eut pas de peine à convaincre cet enfant de la nature que tous les autres mandarins teutons avaient perdu le sens moral et politique. Pour exciter davantage son étonnement et son dégoût, il souleva pour lui plus d'un voile, et lui laissa jeter des regards furtifs dans les coulisses diplomatiques du grand théâtre européen. Enfin, le mandarin allemand commenta au barbare *ses actes*, c'est-à-dire *ses livres*. Rempli d'une joie transcendentale, en voyant combien cette intelligence inculte arrivait vite à le comprendre, il lui donna sa céleste affection; et il devint l'ami du barbare jusqu'à la mort, ce qui veut dire jusqu'au jour où le mandarin, avec son chef, fut chassé par la révolution au delà du grand lac salé.

En attendant, le mandarin *barbarisé* eut une foule d'occasions d'ouvrir les yeux à son ami, le vrai barbare, sur ce qu'il nommait avec vénération les grands hommes de l'époque. Surtout lorsqu'il avait bien arrosé son cerveau avec du pur Johannisberg, alors sa langue se déliait, et il racontait à l'enfant des forêts des prodiges de rouerie gouvernementale, que ce dernier se refusait à croire, ressemblant naturellement à tous ses frères des bois qui ne sont point encore sortis du primitif état d'innocence politique. Vous êtes un bloc (truncus), disait le radical teuton à l'Illyrien; mais de ce bloc je veux tirer un Mercure accompli, ne se serait-ce que pour faire mentir le poëte romain, qui disait : *Non ex quovis trunco fit Mercurius.* Vous n'avez aucune expérience du monde : vous obéissez à votre lubie de nationalité, et vous secouez la tête devant toute vérité qui ne s'accorde pas avec vos rêves. Mais quand je vous aurai complétement initié au grand art diplomatique, alors vous ne serez plus dupe.

Vous tenez à me faire connaître les tendances et les hommes de votre grande Illyrie. Par Jupiter ! je connais tout cela mieux que vous. Mais nous savons peser les choses à leur valeur. Croyez-moi, les hommes sont des moutons. Les plus audacieux mensonges ont plus chance de leur plaire que les faits sans ornements. Ne soyez plus assez naïf pour avoir foi dans les faits. Qu'a été la révolution de 1830 autre chose qu'un habile jeu de mots? — Un jeu de mots! s'écria le barbare; c'était un grand fait; tous les *illustrissimes* de l'Illyrie l'ont déclaré. —Et vous deviez les croire, vous qui n'êtes qu'un *spectabilis*. Mais ne donnez-vous pas vous-même ici une preuve de la crédulité humaine? Croyez-moi, tout est égal, pourvu qu'on ait une position lucrative qui nous aide à vivre commodément et à notre aise.

Mais toutes vos aises et vos plaisirs de Peking me deviennent singulièrement fastidieux, répondit un jour l'homme des forêts. — Serait-il possible! reprit le mandarin. Dans ce cas, allez en Hongrie : il y a là du mouvement, *ebatta*, une vie dont Peking n'a pas l'idée. Je vous le jure, *teremtete*, la diète hongroise dissipera vos humeurs noires. Là vous verrez et entendrez le splendide Kossuth qui, de gazetier rédigeant le *Pesti hirlap*, s'est élevé au rang de prophète de tout un peuple. — Vous avez raison, *baratom ;* pourtant je ne saurais louer Kossuth, car il a fait trop de mal à mes frères.—C'est vrai; mais il n'en est pas moins un excellent Hongrois. Moi aussi je suis comme vous conservateur, car je tiens à ma chancellerie. Mais ces tribuns de l'opposition n'en sont pas moins de fameux hommes. Et puis, pour ceux qui n'ont pas de places, l'opposition est un moyen sûr de s'en procurer. Voyez mon cousin Odön, l'ardent démagogue : on l'a fait mandarin pour le rendre conservateur. Et il l'est devenu, *teremtete;* il l'est devenu autant que moi-même.

Le barbare n'en pouvait croire ses oreilles, tant étaient nouvelles pour lui toutes les maximes que son ami lui développait durant ses promenades académiques à l'*Elisium* et au *Sperl*. Enfin le barbare partit pour continuer son voyage, et la gazette de Peking annonça un matin son départ aux mandarins attristés. Il est juste d'ajouter qu'aujourd'hui la révolution a bien changé l'aspect de Peking. Tout y a été bouleversé. Le *Sperl* et l'*Elisium* restent seuls debout. » *Tempora mutantur, et Pekingenses mutabuntur in illis.* » Mais ce ne sont pas les innocents Pekini qui ont soufflé le feu de cet immense incendie : ce sont les maudits Français. Que Dieu les damne ! *Amen.*

NOUVELLES.

TURQUIE. — Il paraît certain que l'armée d'occupation russe a déjà commencé à évacuer les principautés moldo-valaques, où, conformément aux traités, la Russie ne laissera que 10,000 hommes jusqu'au parfait rétablissement de la paix en Europe. Mais cette évacuation est si peu sincère, que la propagande russe se prépare à gagner en Valachie jusqu'aux femmes. Des primes sont promises par les généraux du tsar à tous ceux de leurs officiers qui parviendront à se lier par mariage avec des familles roumaines. Il est à craindre que, malléables comme ils le sont, les Roumains ne résistent pas à cette espèce de guerre domestique.

GRÈCE. — Le différend grec est sur le point de s'arranger. La médiation française ayant été définitivement acceptée par l'Angleterre, l'amiral Parker a levé le blocus de l'Hellade, et les navires capturés vont être rendus à leurs propriétaires.

AUTRICHE. — En dépit des persécutions que la police intente partout à la presse slave, celle-ci se fortifie chaque jour. Les nombreux idiomes provinciaux qui paralysaient son action, s'effacent devant les tendances centralisantes de chaque nationalité. L'unité littéraire que la langue serbe a déjà réalisée dans les diverses provinces iugo-slaves, le tchekh est en voie de l'opérer également en Moravie, en Slovakie, en Bohême et dans une partie de la Silésie. Les derniers journaux slovaks, qui, appuyés par la partie arriérée du clergé catholique, résistaient encore à cette innovation, viennent enfin d'échanger leur dialecte montagnard pour l'idiome général tchekh.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre; — Imp. PILLOY frères et comp., boulevard Pigale, 48.